

# LE 10<sup>ème</sup> HOMME

Son devoir est de penser différemment

25 janvier 2020

## Brexit : L'épreuve commence pour le Royaume-Uni

Par Bill Wirtz



Crédits photos : de FOTOGRIN / Shutterstock.com

Les Dessous de l'Union Européenne



Vauban  
éditions

## Introduction

Quatre ans après le référendum sur le Brexit, le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne et le marché intérieur de l'UE. Mais cela est à mettre entre guillemets.

En effet, quitter l'Union européenne n'est pas facile et encore moins facile de se libérer entièrement de ses décisions politiques. Beaucoup de règles vont continuer à s'appliquer aux Britanniques et surtout à l'Irlande du Nord.

Mais l'épreuve pour Westminster commence maintenant. Libéré du monopole commercial de Bruxelles, le Royaume-Uni peut conclure ses propres traités de libre-échange. Libéré des règles sur l'agriculture, le Royaume-Uni peut lui-même décider comment produire ses biens agricoles. Libéré des règles sur le commerce digital, le Royaume-Uni peut libérer ses entreprises innovantes du RGPD. Que feront les Britanniques de ces nouvelles libertés ?

Vont-ils saisir ces possibilités d'ouverture ou vont-ils nationaliser et monopoliser le rail ? (ce qui était illégale sous les règles de l'Union européenne)

Cette lettre essaie de répondre à ces questions, et à vous offrir des explications. Pour ce faire, je vais :

- Expliquer l'accord conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne
- Revenir sur les raisons qui avaient amené au Brexit
- Expliquer quelles réformes britanniques pourraient être réalisées

## L'accord expliqué en 5 exemples

Ce qu'il faut comprendre de l'accord Brexit, c'est que tout le monde ne l'a pas encore bien compris, ni même bien lu. En fait, le Parlement européen doit encore l'approuver, ce qui en fait un cas particulier dans la manière générale dont les traités sont approuvés : nous avons un traité signé... mais le Parlement n'a pas dit "oui".

Dans le domaine des services financiers, les négociations ont été dures et longues. Les services financiers sont un domaine rare dans lequel le Royaume-Uni dispose d'un avantage concurrentiel évident par rapport à l'UE. Parallèlement, l'UE cherche à délocaliser (sur le continent) une part beaucoup plus importante de son activité de services financiers, notamment en ce qui concerne le commerce des obligations et les contrats liés à l'euro. Les mesures prises dans cet accord sur le Brexit ne sont pas suffisantes, ce qui crée une situation menaçante pour les investisseurs. Nous savons de nos accords avec la Suisse que des accords peuvent être retirés de façon unilatérale par Bruxelles, ce qui fait que le Royaume-Uni n'est pas l'endroit le plus sûr pour une entreprise qui souhaite opérer sur le marché britannique et dans le marché intérieur de l'Union européenne.

En ce qui concerne les voyages, les règles changent : une personne ressortissante du Royaume-Uni peut se rendre dans l'espace Schengen pendant 90 jours dans une période de 180 jours. Cette règle ne s'applique pas à ceux qui ont vécu dans l'espace Schengen avant le 1er janvier 2021. C'est plus ou moins la même chose pour les citoyens européens : vous aurez besoin d'un visa de travail pour commencer à travailler à Londres. De plus, les Britanniques ne pourront plus utiliser la file "UE" en arrivant dans l'Union européenne.

### **Comprendre la différence entre l'espace Schengen et la liberté de circuler**

Je vois beaucoup de mes collègues journalistes confondre l'espace Schengen avec la liberté de circuler dans l'Union européenne, d'où l'intérêt de clarifier les deux.

**Espace Schengen** : Ceci est un traité qui oblige les pays signataires à ne pas faire des contrôles de frontières entre eux. La majorité des pays UE en font partie,

mais ce n'est pas obligatoire pour les pays membres. A titre d'exemple, l'Irlande n'en fait pas partie, et en même temps la Suisse a signé cet accord, sans pour autant être un membre de l'Union européenne.

**Liberté de circulation** : Ce droit fondamental dans l'Union européenne veut dire que vous, comme citoyen UE, pouvez aller vivre au Portugal demain sans demander une autorisation aux responsables portugais.

L'espace Schengen est relatif au voyage, tandis que la liberté de circulation est relative au droit de résidence.

**La résolution des disputes** au niveau de cet accord est bien compliquée. Certaines sections de l'accord ont leurs propres mécanismes de règlement des différends, mais d'autres non. Il existe une multitude d'exceptions qui laissent actuellement perplexes les avocats spécialisés dans le commerce. Le plus facile moyen de vous expliquer cela est de supposer que chaque dispute déclenche un processus de consultation qui, si elle échoue, crée un groupe d'arbitrage, et en dernière instance l'imposition de taxes douanières. Ce n'est pas inhabituel dans les accords commerciaux, et c'est justement ce qui s'est passé pendant quatre ans entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Dans le domaine de l'agriculture, il y a beaucoup de friction entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, car Westminster veut se permettre de faire des accords commerciaux ambitieux avec d'autres pays du monde.

**Rappel** : *La politique commerciale est un monopole du pouvoir de l'Union européenne. Les pays membres n'ont pas le droit de conclure des traités commerciaux avec d'autres pays, car Bruxelles doit les conclure au nom du marché intérieur.*

Dans les faits, les Britanniques sont en train de faire des réformes sur la thématique des OGM. On sait également que les protections vis-à-vis des noms d'origine seraient levées au Royaume-Uni. Par exemple, cela ne protégera plus le champagne français de la protection de cette dénomination au Royaume-Uni. Cet exemple est un peu accessoire car il y a peu de chances de voir un champagne écossais.

Pour les producteurs des deux côtés de la Manche, il y aura certainement des réglementations sanitaires différentes à prendre en compte.

Quant à la question des subventions étatiques, les deux côtés ont reportés leurs responsabilités et aucune réelle décision n'a été prise. En gros, le Royaume-Uni et l'UE doivent trouver un accord s'ils contestent les subventions d'un des deux partis. Il n'est pas encore clair si tous les domaines seront arbitrés à travers des conseils spécifiques. A titre d'exemples, si Westminster donne des subventions à un constructeur de voitures pour relancer la production britannique, Bruxelles devra contrôler si cette aide est une concurrence déloyale face à Renault ou Volkswagen.

En ce qui est des **conséquences politiques**, le Royaume-Uni a déjà quitté l'Union européenne avant le 1er janvier de cette année. Cela veut dire que Boris Johnson ne siège plus au Conseil européen, qu'il n'y a plus d'euro-députés britanniques.

## It's alive

Toute politique devient réelle dès qu'elle produit des effets, donc montrons quelques exemples pour comprendre certains changements dus au Brexit.

Les consommateurs sont confrontés à des surcoûts pour l'envoi postal et les droits de douane.

À la fin de la période de transition, le 31 décembre, le Royaume-Uni a quitté la "zone 1" de Deutsche Post DHL, où les prix sont favorables aux pays de l'UE, pour rejoindre la zone 2, plus coûteuse, qu'il partage avec la Suisse pour couvrir les coûts plus élevés liés au Brexit. Cela signifie que le coût de l'envoi d'un colis de 5 kg au Royaume-Uni avec Deutsche Post est passé de 15,99 à 26,90 euros.

Les clients vont également devoir payer un supplément si leur livraison dépasse les limites d'exonération des taxes de vente ou des droits d'accise sur les importations. Le transport transmanche s'est calmé après une forte poussée de la demande qui a engorgé les ports et les restrictions de voyage imposées par les pays de l'UE.

Faites donc attention aussi si vous voyagez au Royaume-Uni, vous aurez droit à moins d'importation de vins ou de spiritueux.

Des conséquences plus comiques sont liées à l'importation **des produits frais**.

Le journal télévisé néerlandais a diffusé des images d'agents des douanes confisquant des sandwiches au jambon à des conducteurs arrivant par ferry du Royaume-Uni en vertu des règles post-Brexit qui interdisent les importations de viande et de produits laitiers dans l'UE. A la gare maritime, des fonctionnaires portant des vestes fluorescentes expliquent aux conducteurs surpris que depuis Brexit : "Vous n'êtes plus autorisés à apporter certains aliments en Europe, comme la viande, les fruits, les légumes ou le poisson".

Un chauffeur stupéfait, a demandé, hilare, s'il pouvait garder le pain et ne remettre que le jambon. Le fonctionnaire lui répondit : "Non, tout sera confisqué. Bienvenue au Brexit, monsieur, je suis désolé".

**Les chaînes d'approvisionnement** seront aussi touchées par le Brexit, car beaucoup d'entreprises britanniques organisent leur distribution, y compris celle qui se fait au Royaume-Uni, à travers un pays membre de l'Union européenne.

## On parlera d'OGMs et autres

Le Royaume-Uni est en train de revoir sa législation sur le génie génétique, ce qui met l'Union européenne sous pression. En raison d'une législation remontant à 2001, presque tous les OGM sont interdits dans l'Union européenne et seul un type de maïs OGM actuellement cultivé dans une poignée de pays européens est toléré dans l'Union. Une telle réforme sera significative pour le continent, car les Britanniques pourront montrer leur soutien à une politique basée sur des technologies innovantes, comme le font le Brésil, le Canada, ou les Etats-Unis.

D'autres législations de l'UE pourraient également se retrouver sur le billot des législateurs britanniques. Daniel Hannen, l'influent partisan du Brexit et politicien du Parti conservateur a écrit récemment :

"D'autres réformes vont venir : depuis les restrictions qui gonflent le coût du logement jusqu'aux règles sur le ratio du personnel qui nous donnent la garde d'enfants la plus chère d'Europe. Je pourrais remplir un article plus long que celui-ci en ne faisant qu'énumérer le nombre de lois. Considérez, comme un seul paragraphe, les lois européennes que nous pouvons maintenant laisser tomber : la directive sur les travailleurs détachés, la directive

REACH (Enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des substances chimiques), la directive sur les véhicules en fin de vie, les règles de droit de suite et autres réglementations qui nuisent au marché des beaux-arts de Londres, la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, des pans entiers de la MiFID II, le GDPR, les interdictions des OGM, etc...”

## Conclusion

Le Royaume-Uni est confronté à un énorme défi en raison du Brexit. Cela est dû en grande partie à l'obstination de l'UE à maintenir son contrôle, mais il est clair que dans un monde multilatéral, il n'est pas facile de réorganiser l'ensemble des relations entre deux blocs commerciaux en quelques années seulement.

Le Royaume-Uni a souvent montré qu'il était un pays qui osait, de sorte que nous ne pouvons pas nous contenter d'examiner les obstacles actuels et en tirer des conclusions dès aujourd'hui. Nous pouvons seulement imaginer le potentiel de divergence qui va se créer vis-à-vis des règles de l'UE - ce que beaucoup de gens à Westminster tiennent à faire.

En attendant, l'UE s'efforce actuellement de faire peser sur le continent une avalanche de nouvelles règles environnementales, elle a échoué lamentablement le défi du vaccin et elle est empêtrée dans des différends commerciaux avec les États-Unis. L'UE est un bloc commercial qui perd constamment de l'importance et le Royaume-Uni pourrait bien être le bon pays pour nous le faire comprendre.

Même si le Brexit est pour l'instant une faiblesse et une difficulté à surmonter pour le Royaume-Unis, en pensant plus loin que les reportages sur les vols de sandwiches, on peut se rendre compte qu'avec toutes les mauvaises règles européennes qui existent et qui sont encore à venir, le Royaume-Uni a peut-être esquivé une sacrée balle.

**1. L'information publiée dans cette publication.** Cette publication fournit des informations et du matériel de nature générale. Vous n'êtes pas autorisés ni ne devez compter sur ce guide comme une source de conseils juridiques, de conseils d'entreprise, ou de conseils de toute autre nature. Vous agissez à vos propres risques en vous appuyant sur le contenu de ce guide. En aucun cas les propriétaires ou auteurs de ce guide ne peuvent être tenus responsables des actions, décisions ou tout autre comportement auxquels vous vous prêtez ou non se fondant sur le contenu de ce guide.

**2. Risques reliés à l'utilisation de cette publication.** Les auteurs ou propriétaires de cette publication ne seront pas tenus responsable pour toute pertes, dommages ou réclamations résultants d'événements relevant des catégories suivantes :

(1) Les erreurs commises par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les mots de passe oubliés, les paiements envoyés aux mauvaises adresses Bitcoin ou autres cryptomonnaies et les suppressions accidentelles de portefeuilles.

(2) Les problèmes de logiciel de site Web et/ou de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les fichiers portefeuille corrompus, les transactions incorrectement construites, les logiciels malveillants et/ou tout logiciel ou service en lien avec ce guide.

(3) Les défaillances techniques dans le matériel de l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., la perte de données attribuable à un périphérique de stockage défectueux ou endommagé.

(4) Les problèmes de sécurité rencontrés par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les accès non autorisés aux portefeuilles et/ou aux comptes des utilisateurs.

(5) Les actions ou inactions de tiers et/ou les événements rencontrés par des tiers, e.g., les faillites des fournisseurs de services, les attaques de sécurité à l'information ciblant les fournisseurs de services et les fraudes menées par des tiers.

**3. Risques d'investissement.** L'investissement dans les actions, Bitcoins et autre cryptomonnaies peut mener à des pertes financières sur de courtes ou même de longues périodes. Les investisseurs doivent aussi anticiper de larges fluctuations dans les prix. L'information publiée dans ce guide ne peut garantir que les investisseurs ne subiront pas de pertes financières.

**4. Aucune garantie.** Ce guide est fourni « tel quel » sans aucune garantie d'aucune sorte concernant le guide et/ou tout contenu, données, matériel et/ou services mentionnés dans cette publication.

Vauban Éditions SA – Adresse : Avenue morges 88, case postale 1474 – 1001 Lausanne